

COUP D'ETAT AU NIGER

Période du 26 au 28 juillet 2023



Bref aperçu

- Le Niger est un pays enclavé du Sahel Ouest Africain ayant comme pays voisins le Tchad, le Mali, le Nigéria, la Libye, l'Algérie, le Burkina Faso et le Bénin ;
- Le Niger qui a obtenu son indépendance le 03 août 1960, est un vaste pays qui s'étend sur une superficie de 1 267 000 de km² avec sa population estimée à 25,37 millions d'habitants (12,76 millions de sexe Féminin et 12,61 millions de sexe Masculin), en 2023, selon l'Institut de Statistique du Niger.
- Une population jeune de 75% de moins de 25 ans et de 87,1 % de moins de 35 ans ;
- Le Niger a un régime semi-présidentiel avec Mohamed Bazoum comme président élu depuis 2021.
- Il est riche de ressources naturelles dont l'or, le charbon, le pétrole et l'uranium entre autres. Cependant l'uranium et le pétrole constitue les deux principales ressources naturelles dont il est le 4^e producteur mondiale de l'Uranium (environ 7% de la part du marché et 6^e plus grande réserve du monde).
- Avec environ 80% de sa population vivant dans le milieu rural, l'agriculture contribue au PIB à hauteur de 42% contre 17% pour l'industrie et 41% pour les services.
- Le Niger occupe la 189^e place sur 191 pays de l'indice annuel de développement humain du PNUD en 2021/2022.

Profil de l'incident / évolution de la situation sociopolitique

Rapporté en début de matinée du 26 juillet 2023 par nombre de media comme une « manifestation d'humeur » de la Garde Présidentielle (GP) du Niger qui avait, tôt le matin, interdit l'accès au palais présidentiel, bien qu'aux environs de 10h, aucune activité particulière ou mouvements d'hommes armés n'a été signalé dans les environs de la zone du Palais Présidentiel. La manifestation s'est muée dans la soirée en un coup d'état militaire contre Mohammed Bazoum, Président de la République du Niger, au pouvoir depuis mars 2021. La situation reste confuse malgré la déclaration de prise de pouvoir du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP) à la télévision nationale (Télé Sahel) dans la soirée et les condamnations du changement de régime anticonstitutionnel des organisations régionales et internationales dont la CEDEAO, l'Union Africaine, l'Union Européenne, les Nations Unies et des puissances comme la France, les Etats Unies, la Russie et le Nigeria entre autres. Le CNSP constitué de représentants de différents corps d'armes des Forces Armées Nigériennes justifie la prise de pouvoir par la "dégradation continue de la situation sécuritaire et la mauvaise gouvernance économique et sociale" au Niger. Dans une série de communiqués lus par le porte-parole de la junte militaire, le colonel-major Amadou Abdrahmane, le CNSP suspend toutes les institutions issues de la 7^e République tout en s'engageant à respecter l'intégrité physique et morale des « autorités déchues », conformément aux principes des droits humains. Le CNSP a également instauré la fermeture des frontières terrestres et aériennes jusqu'à la stabilisation de la situation tout en imposant un couvre-feu sur l'étendue du territoire de 22 heures à 5 heures du matin jusqu'à nouvel ordre. Le CNSP a appelé à la non-interférence des forces militaires étrangères dans le pays et de l'extérieur dans cette affaire interne du pays. Le ralliement du Commandement militaire des Forces Armées

Nigériennes composé du Chef d'Etat-Major des armées et des Chefs d'Etat-Major d'armées, à l'issue d'une réunion tenue le 26 juillet 2023, par un communiqué signé par le chef d'état-major des armées, le Général de Division Abdou Sidikou Issa, dans le but de préserver l'intégrité du Président de la République et sa famille, d'éviter la violence y compris une confrontation entre les différentes forces et de préserver la sécurité des populations et la cohésion au sein des forces de défense et de sécurité du Niger, semble être un atout majeur pour les putschistes, en dépit du renfort constaté de présumés troupes militaires loyalistes qui seraient venus dès l'après-midi, selon les sources, de Dosso, d'Ouallam et de Tillabéry. Les médiations entreprises n'ont pas permis, jusqu'au 28 juillet 2023, la libération du Président Mohamed Bazoum qui serait aux mains de la Garde Présidentielle au Palais présidentiel de Niamey. Le dispositif sécuritaire a été renforcé aux alentours du Palais présidentiel où ont été déployés des armes lourdes, des points stratégiques de la capitale comme la télévision et la radio nationale ont été également bouclées par les forces de défense et de sécurité et la population continue de vaquer à leurs activités dans les quartiers périphériques. Aucun incident militaire ou sécuritaire n'a été signalé durant la première nuit du couvre-feu instauré par le CNSP. Cependant, en début de matinée du 27 juillet 2023, des manifestations de soutien au Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP) ont eu lieu à Niamey, à la place de la concertation et à Dosso. De même, aux environs de 12 heures 30 minutes, plusieurs manifestants ont envahi, saccagé, et pillé le siège du PND-S-Taraya, le parti de Bazoum Mohamed. Plusieurs biens matériels dont une centaine de véhicules ont été brûlés pendant que des cadres du parti au pouvoir étaient en concertation au siège du Parti PND-S-Taraya. On dénombre des blessés tandis que les sapeurs-pompiers sont intervenus pour éteindre l'incendie déclaré dans la zone. Le même jour, la junte a dénoncé dans un communiqué le non-respect de la fermeture des frontières aériennes par la force française au Niger qui aurait outrepassé à cette mesure d'urgence en faisant atterrir un avion militaire de type A400M à l'aéroport international de Niamey à 06 heures 30 minutes. La junte a également mis fin aux activités des partis politiques et a réaffirmé la mission des forces de défense et de sécurité qui est de protéger et de sécuriser les populations et leurs biens sur tout le territoire du Niger. Ce 28 juillet 2023, le Général Abdouramane Tchiani, chef de la Garde Présidentielle devient officiellement Président de la transition militaire.

Mécanisme d'intervention

Au nombre des initiatives entreprises pour le retour à l'ordre constitutionnel et au calme figurent :

- La médiation de l'ancien Président de la République Issoufou Mahamadou et celle des responsables de la hiérarchie des corps militaires du Niger.
- Les initiatives de résolution pacifique entreprises par la CEDEAO sous le leadership du Président Bola Tinubu, Président en exercice de la CEDEAO.
- Plusieurs Chefs d'état et des institutions internationales dont la CEDEAO ont condamné la tentative de coup d'état et ont appelé à la restauration de l'ordre constitutionnel.
- La manifestation des militants du Parti au pouvoir et des sympathisants du président Mohamed Bazoum pour le retour à l'ordre constitutionnel et la libération du Président de la République, peu avant 18 heures, le 26 juillet 2023. Cependant, des manifestants qui avaient tenté de s'approcher du Palais ont été dispersés par des tirs de sommation de la Garde présidentielle. Des blessés ont été enregistrés.
- Le ministre des Affaires étrangères du Niger, Hassoumi Massoudou, a appelé le 27 juillet 2023 sur France 24 "les officiers factieux" à "revenir dans les rangs" tout en les exhortant au dialogue dans le cadre de leurs revendications. Ce dernier a également affirmé avoir parlé au Président Mohamed Bazoum qui demeure le Président de la République et Chef de l'Etat.
- Des dirigeants des partis membres de la mouvance présidentielle ont dénoncé la séquestration du Président Mohamed Bazoum et de Hamadou Souley Adamou, du ministre de l'Intérieur et assurant l'intérim du ministre de la Défense Nationale.
- Par contre, l'opposition politique crée une nouvelle coalition politique dénommée " Union des Patriotes Nigériens" (UPN) qui bien que fustigeant la prise de pouvoir, soutient le CNSP et appelle la population à une marche le 28 juillet 2023 après la prière du vendredi.

Par suite des actes de vandalismes et d'attaques physiques de personnes constatés le 27 juillet 2023 dans le pays, le Secrétaire Général du ministère de l'intérieur et de la Décentralisation a instruit les Forces de Défense et de Sécurité à veiller à la protection des biens et des personnes dans le respect des lois tandis que l'interdiction des manifestations publiques jusqu'à nouvel ordre est maintenue.

Analyse

Il faut noter que ce dernier coup d'état du 26 juillet 2023 du CNSP est le 5^e qu'a connu le Niger depuis les indépendances avec au-moins sept (7) coups d'état ratés dont deux (2) sous le régime de Mohamed Bazoum en mars 2021, à deux jours de l'investiture du président élu Mohammed Bazoum et en mars 2022 alors que le chef de l'Etat était en mission officielle en Turquie. Des militaires inculpés pour de précédents coups d'état ratés entre 2015 et 2022 ont été condamnés à des peines de prison allant de 1 à 20 ans. Entre-temps le Niger avait déjà connu trois (3) périodes de régimes militaires et sept constitutions en 63 ans d'indépendance. Mohamed Bazoum a succédé, en mars 2021, à Mahamadou Issoufou après deux (2) mandats de cinq ans chacun. Le contexte socio-politique et sécuritaire du pays en plus des conséquences du changement climatique impactera négativement la situation humanitaire de la population dont plus de 670 000 personnes en situation de déplacement forcé. Aussi, les opérations humanitaires de l'ONU sont suspendues à la suite du coup d'état pendant que selon le Bureau des Affaires Humanitaires de l'ONU (OCHA), le nombre de personnes ayant besoin d'assistance dans le pays est passé de 1,9 million en 2017 à 4,3 millions en 2023 tandis que les victimes d'insécurité alimentaire sont estimées à 3 millions pendant la période de soudure de juin à août 2023, avec possibilité d'augmentation des déplacements de la population vers les pays comme le Bénin et le Nigeria voisins. Aussi, faut-il noter qu'avec le coup de force, le Niger devient le 3^e pays du Sahel ouest Africain à subir un coup d'Etat depuis 2020, soit en trois ans, le dernier des trois pays du Liptako - Gourma et le 4^e des quinze pays de la CEDEAO, soit 26.67% des états membres. La jeunesse de sa population qui est estimé à plus de 85% de moins de 35 ans, fait du groupe des jeunes, un acteur clé de la gouvernance nationale, de la paix et de la sécurité du pays.

Recommandations

Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP) :

- ✓ Prendre des dispositions nécessaires pour assurer la protection des personnes et leurs biens ;
- ✓ Créer un cadre de concertation entre les différents acteurs tels que la société civile, les partis politiques, les forces de défense et de sécurité, les leaders religieux et traditionnels tout en tenant compte du genre.

Aux partis politiques

- ✓ Mettre en place un groupe de travail et de négociation interpartis politiques qui pourrait participer aux discussions avec l'équipe de médiation de la CEDEAO et le CNSP pour un règlement pacifique de la crise actuelle, tout en prenant en compte la représentativité des jeunes.

Aux organisations régionales et internationales dont la CEDEAO

- ✓ Dépêcher une mission de médiation et de négociation multi-acteurs y compris un engagement avec les groupes représentatifs des jeunes.
- ✓ S'engager dans une navette diplomatique avec des personnes ressources de bonne volonté et d'influence y compris d'anciens présidents et acteurs politiques nationaux.
- ✓ Renforcer l'appui humanitaire des populations à risque et vulnérables de cette période d'incertitude.
- ✓ Engager les différents acteurs nationaux dans des cadres de travail qui permettent d'identifier et de discuter des causes immédiates et lointaines des disputes interpartis qui créent l'instabilité politique et sécuritaire dans le pays.